

**A** ARCEP

**De** Axione

**Date** juin 2012

**Objet** **Commentaires sur la consultation publique du 11 mai 2012 relative au modèle dégroupage et collecte**

---

## **1. CONTEXTE SPECIFIQUE D'INTERVENTION DES RIP GERES PAR AXIONE**

- L'intervention des RIP s'effectue dans le cadre de la gestion d'un service public local, sur un périmètre correspondant au territoire d'intervention de la personne publique avec le double objectif de permettre (i) l'accès universel concurrentiel au haut débit en tout point du territoire et (ii) de stimuler l'accès concurrentiel haut et très haut débit des professionnels (iii) par la disponibilité d'offres de gros de services de communication électronique pour la population des opérateurs.
- Les RIP inscrivent leur action dans le cadre d'obligation de service public. Leur action est donc régie notamment par les conditions suivantes :
  - (i) Non discrimination, (ii) Egalité d'accès, (iii) Catalogue tarifaire validé par la collectivité.
- Le profil économique des sociétés délégataires se caractérise par (i) un fort investissement multitechnologique (dégroupage, fibre dans le bâtiment ou au site technique, radio point-multipoint...) initial et récurrent sur un périmètre contractuellement défini, (ii) des flux d'exploitation composés de charges fixes et variables, (iii) de recettes perçues auprès des opérateurs grâce à la vente d'offres de gros de communications électroniques principalement sous forme de location et marginalement sous forme d'IRU et (iv) d'une rentabilité de très long terme (20 ans) du capital immobilisé...

- En 2012, 15 RIP sont opérés par Axione représentant environ 850 NRA dégroupés pour 2,2 millions de lignes d'abonnés.
- Sur ces NRA, le RIP propose une offre de gros de lignes d'accès ADSL 3 play sur le marché résidentiel et une offre de gros de lignes d'accès ADSL Pro et SDSL sur le marché professionnel.
- Ces clients sont des FAI nationaux sur le marché résidentiel, ces mêmes opérateurs nationaux et des opérateurs locaux ou spécialisés sur le marché professionnel.
- Le périmètre du contrat de concession a conduit le RIP à investir (collecte et dégroupage) et à exploiter un ensemble de NRA défini au démarrage en zone de densité départementale et en zone rurale
- En zone de densité départementale (agglomération principale voire secondaires), les opérateurs intervenant sur le marché résidentiel ont pu dégroupier les NRA correspondants par leur propre moyen ou par de nouvelles offres du marché (LFO notamment).
- Ces NRA définissent une « zone écrémée » c'est-à-dire parties du territoire où le RIP maintient, au titre du contrat de concession et de l'animation concurrentielle, son exploitation et rentabilise son investissement sur le seul périmètre des opérateurs « non dégroupiers », en l'occurrence principalement les opérateurs locaux sur le marché professionnel.
- La taille moyenne des NRA dégroupés par le RIP est de 2800 lignes. La taille moyenne des NRA « productifs » est de 1 580 lignes.
  - La taille moyenne des NRA en zone écrémée est de 12 600 lignes sur lesquels le RIP ne dispose que de revenus des opérateurs entreprise principalement locaux. L'objectif contractuel est l'animation concurrentielle sur le marché professionnel
  - La taille moyenne des NRA dégroupés en zone non écrémée est de 1 580 lignes sur lesquels le RIP constitue la majorité de ses revenus perçus auprès des opérateurs résidentiels et entreprises. L'objectif contractuel est l'animation concurrentielle sur les marchés résidentiel et professionnel

## 2. COMMENTAIRES ET REMARQUES SUR LES MODELES

### 2.1. Remarques générales sur le modèle

- Nous comprenons que le modèle de coût détermine un niveau tarifaire acceptable du coût des offres de gros d'accès (accès-résultat) et de collecte (collecte-résultat).
- Le RIP « dégroupier » est un opérateur d'opérateurs, ayant un positionnement intermédiaire sur la chaîne de valeur. « Opérateur de gros exclusif », il réalise son

activité uniquement sur ce marché Dès lors, son modèle de coût se compose des postes (i) amortissement, (ii) charges d'exploitation, (iii) recettes d'exploitation, (iv) coût du capital et (v) d'une marge commerciale. Or, la marge commerciale ne figure pas dans la modélisation.

- La part de marché réalisée par les RIP opérés par Axione est à la somme des parts de marché (PDM) des opérateurs clients des RIP pondérée du taux d'écémage. La notion de PDM cible pour les RIP doit donc tenir compte de la notion d'écémage : une partie des lignes dégroupées par les RIP le sont déjà par les opérateurs clients de ces RIP.
- Compte tenu de leurs obligations de service public, les RIP opérés par Axione sont amenés à dégroupier des NRA en zone noire. L'intérêt économique d'un opérateur de RIP n'est donc pas le même que celui d'un opérateur privé. Le modèle proposé ne prend pas à priori en compte cette considération.
- L'équilibre économique (PDM) des RIP dépend (i) des conditions d'accès des opérateurs clients aux sites techniques (et en particulier de la tarification de l'offre LFO) et donc de leur capacité à dégroupier en propre, (ii) de la capacité technique et de la tarification de l'offre bitstream de France Telecom. A noter que l'investissement du RIP sur la collecte a été réalisé antérieurement à l'existence de l'offre LFO à une période où aucune solution d'infrastructures mobilisables n'était disponible pour collecter des sites techniques.
- Dans la même logique, les déploiements FTTH devraient à notre sens être pris en compte : intégrer les zones AMII, adapter la PDM en conséquence...

## 2.2. Modélisation des coûts

- Dans le cadre de la modélisation des coûts d'accès, la consultation publique précise qu'il s'agit de coût complet (paragraphe 2.1.2). Dans le cas des RIP, nous considérons que certains postes de coûts sont manquants :
  - les coûts de Système d'Information (capex et opex)
  - Le coût de maintenance de niveau 1 de l'hébergement (opex)
  - les coûts de livraison du trafic en région parisienne
- Certains coûts apparaissent sensiblement en écart. C'est le cas des « coûts communs » et des « coûts d'ingénierie ».
- Les redevances d'occupation du domaine public et des locations d'infrastructures tierces représentent un enjeu important pour les RIP (LFO vs. Reconstruction), il est donc important de les prendre en compte dans la modélisation et de les identifier. Le poste « location terrain » (ligne 244, onglet « paramètre » du modèle) fait il référence à ces notions ?

- Il semble que le modèle proposé ne prenne en compte qu'un coût unique de collecte en mode construction. Or, si l'on cherche à valoriser le coût de collecte des NRA déjà dégroupés, il faut prendre en compte le fait que le coût moyen de construction était globalement plus élevé auparavant (Aujourd'hui, on observe une amélioration des techniques de GC, utilisation des supports HTA).

### 3. PROPOSITIONS D'EVOLUTION DU MODELE

Nous souhaiterions que le modèle prenne en compte les évolutions proposées dans le fichier « paramètres » en pièce jointe à ce courrier et intègre les éléments suivants :

- Une vision consolidée du « parc » de NRA plutôt qu'un coût moyen par ligne d'accès à un NRA ;
- le nombre de FAI présents au NRA / la notion d'écrémage ;
- le type de dégroupage réalisé ;
- une plus grande granularité dans le découpage des coûts de construction, d'exploitation et de maintenance ;
- le coût de livraison (région parisienne) ;
- la prise en compte des déploiements FTTH ;
- l'espace économique de l'opérateur de gros (marge commerciale).